

**Universités en crises
Défis et réformes**

**Samuel Mayol
Maître de conférence
Ancien directeur d'IUT
Directeur du laboratoire LaRA ICD**

L'université française souffre d'une asphyxie budgétaire qui n'est plus un simple dysfonctionnement, mais le cœur même de la crise qu'elle traverse. Loin d'être un sujet technique réservé aux experts, la question financière conditionne la qualité des enseignements, la dignité des conditions d'étude et, au fond, la promesse républicaine d'égalité des chances. Quand l'État se contente de slogans sur « l'excellence » sans fournir les moyens correspondants, il organise silencieusement le déclin de son propre système universitaire.

L'« autonomie » des universités, vantée comme une modernisation nécessaire, s'est transformée en véritable piège financier. En transférant aux établissements la gestion intégrale de leurs budgets, de la masse salariale aux investissements, sans leur donner les ressources à la hauteur des charges nouvelles, la réforme a fabriqué des déficits structurels et des arbitrages permanents dans l'urgence. Cette autonomie sert trop souvent de paravent à un désengagement progressif de l'État, qui stabilise ou réduit les dotations tout en exigeant davantage de performance, d'accueil d'étudiants et de production scientifique.

Le sous-financement chronique se lit partout : dans les amphithéâtres surchargés, les bibliothèques saturées, les bâtiments dégradés, les matériels obsolètes qui ralentissent ou empêchent des projets de recherche. Les équipes dirigeantes jonglent entre factures d'énergie, travaux de sécurité, renouvellement des équipements pédagogiques, en espérant que la prochaine année budgétaire ne les fera pas basculer dans le rouge. Ce n'est pas une dérive marginale, mais un modèle devenu normal, où l'on demande à l'université de faire toujours plus avec toujours moins.

Cette pénurie a un coût humain considérable. Les enseignants-chercheurs voient leurs heures d'enseignement s'alourdir, leur temps de recherche se réduire, leur quotidien envahi par des tâches administratives et des procédures de contrôle toujours plus complexes. Faute de financements stables, les universités multiplient les contrats précaires, notamment chez les jeunes docteurs, transformant l'entrée dans la carrière académique en parcours d'incertitude. La fatigue, le découragement, parfois la colère s'installent dans un corps académique pourtant au cœur de la production de savoir et de la formation des citoyens.

Les étudiants sont les premiers perdants de cette austérité organisée. Ils subissent des cours surchargés, un encadrement insuffisant, des difficultés à obtenir des suivis personnalisés ou des travaux pratiques de qualité faute d'équipements. À cela s'ajoute le poids de nouveaux prélèvements, comme la contribution vie étudiante et de campus, qui renchérit discrètement le coût d'accès à l'université sans régler la question de fond : l'insuffisance des moyens publics. Comment parler d'égalité des chances quand les conditions d'étude dépendent de plus en plus de la richesse du territoire, de la capacité d'un établissement à attirer des financements externes ou des partenaires privés ?

Devant cette situation, la tentation est grande de présenter les partenariats privés ou les appels à projets comme la solution miracle. Mais un financement fragmenté, dépendant d'intérêts économiques ou de logiques de court terme, menace l'indépendance de la recherche et pousse les équipes à calibrer leurs travaux sur les attentes des financeurs plutôt que sur les besoins de la science et de la société. À terme, l'université risque de devenir un prestataire de services, aligné sur des commandes, plutôt qu'un lieu de liberté intellectuelle et de progrès collectif.

La question posée au pays est donc brutale : veut-on encore une université digne de ce nom, capable de former, de chercher, de critiquer, d'inventer ? Si la réponse est oui, alors il faut cesser de traiter son financement comme une variable d'ajustement budgétaire. Un réinvestissement massif, pluriannuel, lisible doit être assumé politiquement comme un choix stratégique, à la hauteur du rôle central de l'université dans la démocratie, la cohésion sociale et la compétitivité économique. Sans ce sursaut financier, parler de « réforme » de l'université française ne sera qu'un exercice de communication : on ne sauve pas une institution avec des mots quand on la prive d'oxygène.